

Document

Népal : mouvement de refus contre les semences Monsanto

(contreinfo.info)

12 janvier 2012

La société civile s'oppose à la mise en œuvre d'un projet de partenariat entre les bailleurs de fonds américains, la multinationale agroalimentaire Monsanto et le gouvernement népalais, et dont l'objectif est de stimuler la production locale de maïs en utilisant des semences hybrides importées. Elle appelle plutôt à la recherche de solutions « maison ».

Agence IRIN (ONU), 11 janvier 2012

La société civile s'oppose à la mise en œuvre d'un projet de partenariat entre les bailleurs de fonds américains, la multinationale agroalimentaire Monsanto et le gouvernement népalais, et dont l'objectif est de stimuler la production locale de maïs en utilisant des semences hybrides importées. Elle appelle plutôt à la recherche de solutions « maison ».

« Si une organisation comme l'USAID [Agence des États-Unis pour le développement international] veut s'associer à une entreprise comme Monsanto pour nous épauler, elle pourrait au moins nous aider à développer nos propres variétés hybrides au lieu d'importer des semences étrangères », a dit Hari Dahal, porte-parole du ministère de l'Agriculture et des Coopératives, lors d'un récent débat parlementaire sur la souveraineté alimentaire. Ses propos ont été rapportés sur le site internet d'un journal local.

En septembre dernier, l'USAID a annoncé son intention de mettre en place un projet pilote de formation en partenariat avec Monsanto et le gouvernement népalais. Dans un pays où on estime à 41 pour cent la proportion de la population qui est sous-alimentée, le projet a pour objectif de promouvoir l'utilisation de semences de maïs hybrides afin d'accroître les rendements.

Le maïs fait partie intégrante de la diète locale, en particulier dans la région centrale vallonnée de l'intérieur du pays, où l'on produit du maïs et où la population souffre d'insécurité alimentaire chronique.

Selon l'USAID, le Népal cultive seulement la moitié du maïs nécessaire à l'industrie de l'alimentation animale et importe chaque année les 135 000 tonnes manquantes.

Utilisées principalement dans l'industrie de l'alimentation animale - un secteur qui représente une source croissante de revenus pour les agriculteurs commerciaux -, les semences de maïs hybrides sont de plus en plus demandées.

Les détracteurs du projet de partenariat estiment que celui-ci équivaldrait à remplacer la dépendance actuelle aux importations de maïs par une dépendance vis-à-vis des semenciers étrangers.

Selon le gouvernement, le pays a eu besoin, en 2011, de 22 656 tonnes de semences de maïs. Les semences issues d'importations enregistrées comptaient pour moins d'un pour cent du total.

Les activistes locaux ont qualifié la multinationale américaine Monsanto de « Goliath des biotechnologies » et utilisé les médias sociaux pour freiner son expansion au Népal. Ils se sont dits préoccupés par la disparition des semences locales, la dépendance aux importations de semences et les dommages causés à la terre et aux communautés environnantes.

Connu dans le monde entier pour ses produits transgéniques, Monsanto a fait l'objet de poursuites à plusieurs reprises au cours des dix dernières années sur le continent américain. Ces poursuites, généralement en lien avec des accusations de dommages sanitaires et environnementaux associés aux activités de la multinationale, se sont souvent soldées par une entente à l'amiable. Monsanto a également poursuivi des agriculteurs pour vol de semences brevetées.

Une entrée peu remarquée

Si le projet se concrétise, ce sera la première fois qu'un bailleur de fonds subventionne le prix des semences hybrides à une telle échelle au Népal. Le projet s'adresse en effet à 20 000 agriculteurs des districts de Kavre, de Chitwan et de Nawalparasi, situés le long des basses terres de la région du Terai, près de la frontière indienne, et où l'on pratique la culture commerciale du maïs. Il convient toutefois de souligner que Monsanto exporte des semences de maïs hybrides au Népal depuis 2004.

Selon Kiran Dahal, le représentant local de Monsanto, près de 100 pour cent des semences de la multinationale sont utilisées pour fournir l'industrie de l'alimentation animale. Les agriculteurs peuvent toutefois décider à qui ils souhaitent vendre leur maïs et à quoi il servira.

La présence de Monsanto au Népal n'était ni annoncée ni subventionnée et elle est passée largement inaperçue jusqu'à récemment, a dit Sabin Ninglekhu, l'un des organisateurs de la campagne lancée sur Facebook. « Honnêtement, nous ne savions pas que Monsanto était présent dans le pays avant l'annonce de l'USAID ».

Au cours des dix dernières années, les agriculteurs commerciaux des basses terres, attirés par leur potentiel de rendement supérieur, ont commencé à utiliser des variétés hybrides.

L'hybridation est le processus par lequel des spécimens issus de variétés différentes sont soumis à une pollinisation croisée afin d'obtenir une plante qui possède les atouts des deux variétés d'origine. Selon les agronomes, il arrive souvent que les hybrides de seconde génération n'aient pas un aussi bon rendement que ceux de première génération. Les agriculteurs sont alors contraints d'acheter de nouvelles semences au début de chaque saison.

D'après le ministère de l'Agriculture, la répartition et le rendement des cultures issues de semences hybrides au Népal n'ont fait l'objet d'aucun rapport détaillé à long terme jusqu'à présent.

Des résultats préliminaires ont toutefois été obtenus en 2011 dans les districts de Nawalparasi et de Palpa, dans les basses terres. Ainsi, selon le Bureau de l'Asie du Sud du Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), basé à Katmandou, le rendement des semences hybrides atteindrait 1,5 tonne par hectare, contre 0,8 tonne par hectare pour les variétés locales à pollinisation libre.

Agir par nous-mêmes

Le blocage des importations de semences est l'objectif de départ des ONG locales qui militent contre Monsanto, mais leur but ultime est d'accroître la production et l'utilisation de semences

locales en investissant plus d'argent dans la recherche et le développement agricoles, indique M. Ninglekhu, l'un des organisateurs de la campagne lancée sur Facebook.

« Nous avons utilisé l'affaire Monsanto pour ouvrir le débat sur la vision de l'agriculture défendue par le ministère, sa compréhension de la sécurité alimentaire et de la souveraineté des semences et les politiques mises en œuvre pour atteindre ces objectifs. Monsanto n'est pas la seule option ».

Fin 2011, cinq ans après la signature de l'Accord de paix global qui a mis fin à une décennie de guerre civile, le climat politique du Népal demeurait fragile, a souligné l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), basé à Washington DC.

Les ministères de l'Agriculture et des Sciences « n'ont pas le pouvoir, la capacité ou la continuité nécessaires à la mise en œuvre d'un programme national de R&D [recherche et développement] agricoles à long terme », a conclu l'IFPRI.

Le principal organe gouvernemental consacré à ce type de recherche - le Conseil national de recherche agricole (NARC) - n'a produit que deux souches de maïs hybrides depuis sa création en 1991.

L'une d'elles n'a pas été utilisée par les producteurs de semences privés, car elle est considérée comme non viable commercialement, et l'autre n'a pas encore été approuvée, a dit Chitra Bahadur Kunwar, un scientifique chevronné du Programme national de recherche sur le maïs (National Maize Research Programme) du NARC.

La raréfaction des semences locales à pollinisation libre, qui peuvent être réutilisées d'une saison à l'autre, rend les agriculteurs vulnérables à la volatilité des importations, a dit Durga Lamichhane, un producteur commercial de maïs de Gaidakot, dans le district de Nawalparasi.

« Nos semences locales sont sur le point de disparaître. Si, pour quelque raison que ce soit, nous ne recevons pas ces semences hybrides, nous nous retrouverons en situation d'urgence », a dit M. Lamichhane. Les agriculteurs commerciaux ont en effet de plus en plus souvent tendance à ne pas conserver de semences locales parce qu'ils préfèrent acheter des semences hybrides ou améliorées.

Toutefois, selon Andrew McDonald, agronome pour l'Asie du Sud auprès du CIMMYT, il n'est pas réaliste d'appeler à l'arrêt complet des importations de semences.

« Le Népal n'est pas le seul dans cette situation : la sécurité alimentaire de presque tous les pays dépend des chaînes d'approvisionnement en intrants, qui transcendent les frontières nationales ».

Développement de variétés hybrides locales

Pour Tilak Prasad Kandel, un agriculteur commercial qui exploite un hectare de terre dans le district de Nawalparasi, le problème, ce n'est pas la dépendance, mais plutôt le manque de fonds consacrés par le gouvernement au développement de variétés hybrides locales. « Il existe des alternatives à Monsanto ».

Si la promotion des variétés hybrides est importante pour améliorer la production et la rentabilité du maïs au Népal, la décision de l'USAID de s'associer exclusivement avec Monsanto est discutable, selon M. McDonald.

« Je ne crois pas que l'USAID devrait choisir des 'gagnants' en décidant de travailler avec un seul semencier dans un secteur du marché où de nombreuses entreprises privées sont actives », a-t-il dit.

Dans une note publiée le 2 décembre sur sa page Facebook, l'ambassadeur américain au Népal Scott H. DeLisi indique que « le débat ne concerne pas le rôle d'une seule compagnie, mais l'avenir du développement agricole au Népal » et l'USAID, dans un communiqué daté du 5 décembre, signale que le processus de consultation est toujours en cours.

« Nous n'avons pas encore réglé les détails du projet et nous poursuivons le processus de consultation auprès de divers groupes tels que le secteur privé, les universitaires, le Ministère de l'Agriculture et des Coopératives, le NARC, ainsi que des groupes de la société civile et d'agriculteurs. Nous tiendrons compte de leurs commentaires afin de mettre en place le modèle de partenariat qui répond le mieux aux besoins des agriculteurs népalais ».

Environ 16 variétés de maïs hybrides développées par différentes entreprises ont satisfait au processus réglementaire et sont autorisées à la vente.

Quelle que soit la provenance des semences, le projet pilote de l'USAID aiderait les agriculteurs qui tentent de cultiver des variétés de maïs hybrides, a dit M. Kandel. Il permettrait aux fermiers de se procurer des semences à prix subventionnés, mais également d'obtenir la formation dont ils ont tant besoin pour savoir comment utiliser efficacement les semences, a-t-il ajouté.

Selon des agriculteurs du district de Nawalparasi, la subvention couvrirait 75 pour cent des coûts des semences de Monsanto.

Pour l'heure toutefois, le projet de partenariat reste à l'état de proposition, car le gouvernement népalais n'a pas encore donné son accord.

L'USAID a déclaré qu'elle « n'irait pas de l'avant de manière indépendante dans le financement d'un tel programme » et qu'elle « encouragerait la poursuite du dialogue actuel, qui fait ressortir le besoin pressant d'augmenter la production agricole népalaise grâce aux semences améliorées et au perfectionnement des pratiques culturales ».

Le comité gouvernemental sur les moyens et ressources naturels (Natural Resources and Means Committee) a exigé du ministère de l'Agriculture un rapport répondant aux préoccupations liées à la souveraineté des semences. Le dépôt du rapport aura lieu à l'occasion d'une audience sur le sujet qui doit se tenir en janvier.